

# En Autriche, l'amer bilan des années Haider

Le 9 mai 2009, des néonazis autrichiens ont attaqué des survivants de Mauthausen, lors de la journée annuelle de commémoration de la libération de ce camp, le plus important d'Autriche. Comment a-t-on pu en arriver là ? Il semble évident que l'insuffisance de travail collectif sur l'histoire nazie du pays explique cette résurgence. Tout comme l'entrée au gouvernement du parti de Jörg Haider en février 2000, qui a offert une respectabilité aux idées d'extrême droite.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL PIERRE DAUM\*

**K**LAGENFURT, samedi 18 octobre 2008. Sur la place centrale de la capitale de la Carinthie, vingt-cinq mille personnes venues de tout le pays attendent en silence le transfert de la dépouille du dirigeant de l'extrême droite autrichienne et gouverneur de la région, Jörg Haider, mort quelques jours plus tôt dans un accident automobile (1). Une impressionnante piété traverse la foule. La veille, des trains supplémentaires ont été affrétés. Ce matin-là, de 11 h 30 à 13 heures, la télévision publique retransmet en direct l'intégralité de la cérémonie. L'armée rend les honneurs, l'archevêque prononce une homélie.

Au premier rang, aucun des hommes politiques autrichiens ne manque à l'appel. Parmi eux, M. Heinz Fischer, président de la République et membre du Parti social-démocrate autrichien (SPÖ), le chancelier Alfred Gusenbauer (SPÖ), tous les ministres du gouvernement, ainsi que les dirigeants de tous les partis. « De véritables funérailles nationales », admet M. Gusenbauer, qui réclama même de prendre la parole, alors que rien ne l'y obligeait (2).

Et tout cela pour un homme qui, lors d'un débat au Parlement de Carinthie, le 13 juin 1991, vanta la « politique de l'emploi bien menée » du III<sup>e</sup> Reich. Qui, à l'occasion d'un rassemblement, à Krumpendorf, le 30 septembre 1995, exprima son admiration pour les vétérans des Waffen-SS, « ces hommes intègres, restés fidèles jusqu'à aujourd'hui à leurs convictions, malgré les vents contraires ». Qui introduisit la xéno-

phobie dans les campagnes politiques, avec des slogans comme *Stop der Überfremdung!* - « Stop au déferlement d'étrangers ! » -, le mot *Überfremdung* renvoyant directement au vocabulaire nazi. Quelques jours avant sa mort, il enferma des demandeurs d'asile dans un centre isolé au milieu des alpages, et gardé par des milices privées, sous prétexte que certains d'entre eux étaient soupçonnés de délits mineurs. « C'est pour cet homme-là que l'Autriche entière se mit à pleurer, confirme le politologue Jean-Yves Camus, spécialiste des extrêmes droites européennes. Mais, même si cela peut nous sembler ahurissant, cela ne l'est pas du tout pour les Autrichiens : Ce jour-là, la classe politique du pays a rendu hommage à l'un des siens. »

## Des sanctions européennes plus symboliques que réelles

**O**N AVAIT un peu oublié cette petite enclave alpine de seulement huit millions d'habitants depuis l'ouragan médiatique provoqué en février 2000 par l'entrée d'un parti d'extrême droite dans un gouvernement de l'Union européenne. Une première, avait-on dit à l'époque - ce qui était d'ailleurs faux, la Ligue du Nord et le Mouvement social italien (MSI), qui n'avait pas encore abjuré le fascisme, ayant participé, de mai à décembre 1994, au premier gouvernement de M. Silvio Berlusconi.



MICHAELA KIRCHNER - « Rêve dans l'espace » (2007)

Depuis, seules des histoires de filles emprisonnées pendant des années dans les sous-sols de villas anodines (3) ou les exploits sportifs du skieur Hermann Maier replaçait parfois le pays à la « une » de l'actualité internationale.

Aux élections législatives d'octobre 1999, le Parti autrichien de la liberté (FPÖ) de Haider atteint le score inattendu de 26,9 %, dépassant de quelques voix les chrétiens conservateurs du Parti populaire autrichien (ÖVP). Grand perdant de ces élections, le chef de l'ÖVP Wolfgang Schäussel forme un gouvernement en scellant un pacte avec le FPÖ, ce qui déclenche l'inquiétude des quatorze autres membres de l'Union, eux-mêmes confrontés à cette époque à des extrêmes droites de plus en plus populaires. Menés par M. Jacques Chirac, ils décident des sanctions plus symboliques que réelles : gel des relations bilatérales et refus de nommer des Autrichiens à des postes à responsabilités dans les institutions internationales.

A l'époque, le reste de l'Europe ne se rend pas vraiment compte à quel point le FPÖ participe déjà depuis longtemps à la vie politique du pays. Le social-démocrate

Fred Sinowatz n'a-t-il pas formé un gouvernement, de 1983 à 1986, avec cette formation spécialisée dans le recyclage politique d'anciens nazis ? Au niveau des Länder (régions) comme des communes, tous les élus se connaissent, s'apprécient et ne voient aucun scandale à s'allier avec les uns ou les autres au gré des résultats électoraux. « L'acceptabilité sociale et morale du FPÖ est sans comparaison avec le sort réservé aux autres formations d'extrême droite en Europe », rappelle Camus. D'autant plus qu'en Autriche, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, l'indulgence du FPÖ à l'égard du nazisme n'a jamais fonctionné comme un repoussoir (lire l'article ci-contre).

Face à une situation complètement inédite, les Quatorze se retrouvent rapidement très embarrassés. Non seulement M. Schäussel réussit à provoquer un véritable mouvement d'union nationale autour de sa personne, mais il menace de bloquer le fonctionnement de l'appareil communautaire. Dans une mise en scène soignée, le Parlement européen dépêche trois « sages » en Autriche. Le rapport, remis le 8 septembre 2000, reconnaît que le FPÖ, « parti populiste de droite aux caractéristiques extrémistes (...), a utilisé et encouragé les sentiments de xénophobie au cours des campagnes. [créant] une atmosphère dans laquelle les remarques publiques dirigées contre les étrangers sont devenues acceptables, engendrant des sentiments de peur », mais recommande aux Quatorze la levée des sanctions. Ce qui est fait immédiatement.

Depuis ? Rien. Tous les regards se sont détournés de l'Autriche et, peu à peu, les artisans de ce « pacte de la honte » ont été réintégrés dans les meilleurs salons. M<sup>me</sup> Benita Ferrero-Waldner, ministre ÖVP des affaires étrangères du gouvernement Schäussel, qui déclarait à *Libération*, le 12 février 2000, qu'elle avait

« autre chose à faire que de s'attarder » sur le soutien affiché du FPÖ aux nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich, a obtenu depuis le poste de commissaire aux relations extérieures de l'Union. Quant à M. Schäussel, couvert d'éloges par M<sup>me</sup> Angela Merkel (4), lui aussi pourrait se voir attribuer une fonction confortable à Bruxelles.

## Tollé contre Vienne, silence vis-à-vis de Rome

**S**URTOUT, les sanctions ayant tourné à la farce, presque toutes les compromissions avec l'extrême droite devinrent possibles. Quasiment aucune voix ne s'éleva lors de l'entrée, en juin 2001, de trois ministres de la Ligue du Nord dans le deuxième gouvernement Berlusconi (5). Ni en mai 2006, au moment de l'alliance entre le parti conservateur polonais et deux formations xénophobes : le parti Autodéfense de M. Andrzej Lepper et la Ligue des familles polonaises de M. Roman Giertych. Un mois plus tard le leader de la gauche slovaque Robert Fico formait un gouvernement avec le Parti national slovaque de l'extrémiste Jan Slota.

Quelles furent les conséquences de cette participation de ministres d'extrême droite au gouvernement autrichien ? M. Schäussel réussit-il à démystifier le FPÖ, en lui faisant subir l'épreuve du pouvoir - ainsi qu'il le promettait pour se justifier, à ses collègues européens ?

Dans un premier temps, on put croire qu'il avait réussi. Les six ministres fous par Haider (qui lui-même n'a jamais

## alternatives sud

Des points de vue du Sud critiques sur les questions cruciales de notre temps

Fondateur  
François Houtart

Vient de paraître :

### Retour de l'Etat Pour quelles politiques sociales ?

Coordination : Laurent Delcourt

VOL. XXV (2009), N° 2, 200 PAGES

Pour commander ce numéro ou s'abonner  
(4 numéros par an pour € 50, port compris),

### Les principaux partis

(les seuls à siéger au Parlement)

**BZÖ.** Bündnis Zukunft Österreich, Alliance pour l'avenir de l'Autriche (extrême droite) : 10,7 % des voix aux élections législatives du 28 septembre 2008 (21 sièges sur 183).

**FPÖ.** Freiheitliche Partei Österreichs, Parti autrichien de la liberté (extrême droite) : 17,5 % (34 sièges).

**GRÜNE.** Die Grünen, les Verts (écologistes) : 10,4 % (20 sièges).

**ÖVP.** Österreichische Volkspartei,

(1) Haider y est traîné le 11 octobre à 1 h 30 du matin. Il succède à celui de 1,60 tonne, dans une autre tentative.

depuis huit ans. Le 29 avril 2008, M. Josef Fritzl, 1 remplace de 71 ans, reconnaissant avoir succédé et été



participé au gouvernement) firent à plusieurs reprises preuve de leur incompétence et, n'ayant pas reçu le ministère de l'intérieur, ne purent mettre en œuvre l'« arrêté immédiat de l'immigration » promis à leurs électeurs. Quant au ministre de l'économie, M. Karl-Heinz Grasser, il appliqua la politique la plus libérale de l'histoire du pays : accélération des privatisations, réduction des cotisations patronales et de la fiscalité des entreprises, avantages fiscaux accordés aux grosses fortunes, attaques contre les retraités...

Résultat : aux élections de 2002, les ouvriers et petits employés, qui avaient constitué les gros bastions des électeurs du FPÖ trois ans plus tôt, exprimèrent leur déception. Le FPÖ dégringola à 10 %, l'ÖVP bondit à 42 %, et M. Schüssel exulta. Trois mois plus tard, il reconduisit sa coalition avec le FPÖ, puis avec l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), le nouveau parti de Haider (6), permettant ainsi à l'extrême droite de siéger, au total, sept années.

## Le pari raté du gouvernement de M. Schüssel

AUX ÉLECTIONS d'octobre 2006, celle-ci reprit quelques couleurs (11 % pour le FPÖ et 4 % pour le BZÖ, soit 15 %). Son retour sur les bancs de l'opposition, en janvier 2007, lors du gouvernement de coalition rouge-noir (7) mené par M. Gusenbauer, lui permit de reconstruire toutes ses forces. Et même d'en trouver de nouvelles : aux élections de septembre 2008, l'extrême droite (FPÖ + BZÖ) obtint 28,2 % des voix, dépassant le score historique de 1999 ! La « stratégie » de M. Schüssel semble avoir complètement échoué.

Pendant toutes ces années, non seulement l'extrême droite n'a pas modéré son discours raciste, mais les autres partis se sont peu à peu laissés entraîner sur le même terrain. Chez les sociaux-démocrates, qui avaient tant dénoncé en février 2000 le « pacte de la honte » de M. Schüssel avec le FPÖ, tout le monde, ou presque, envisage aujourd'hui sans sourciller l'éventualité d'une alliance

rouge (SPÖ) - bleue (FPÖ) aux prochaines élections régionales. « Même les Verts, jusque-là épargnés, donnent des signes de vieillissement », soutient le philosophe viennois Oliver Marchart, pour qui « une des conséquences les plus perceptibles de février 2000 est l'infiltration lente mais inexorable du racisme dans le discours public ». Récemment, à Linz, un des élus Verts a repris à son compte l'exigence de l'extrême droite d'« expulser immédiatement et sans exception tous les demandeurs d'asile déboutés » (8). Après débat, la direction du parti a décidé de soutenir son élu - et sa revendication.

« En ce qui concerne les étrangers, le FPÖ n'a pas besoin d'être au pouvoir, remarque Georg Hoffmann-Ostenhof, éditeur en chef de son magazine Profil. Ses idées sont appliquées, aussi bien par l'ÖVP que par le SPÖ. » En effet, même si une tendance était déjà perceptible avant l'entrée de l'extrême droite au gouvernement, les neuf dernières années ont marqué un très fort durcissement de la législation. Par petites touches, la situation des migrants est devenue chaque fois plus difficile : instauration de la double peine ; baisse drastique des quotas d'immigration ; conditions plus restrictives au regroupement familial (exigence d'un revenu mensuel de 1 500 euros minimum, niveau de langue) ; obligation de suivre des cours d'allemand, avec un test final, pour les aspirants aux cartes de séjour de longue durée ; obstacles supplémentaires aux naturalisations (allongement de la durée de présence en Autriche ou des années de mariage, niveau de langue, connaissance des « valeurs de base d'un Etat démocratique », sans que celles-ci soient précisées nulle part) ; pouvoir extraordinaire accordé à la police, autorisée à maintenir en centre de rétention un demandeur d'asile, sans consultation d'un juge, pour une durée pouvant atteindre dix mois ; restriction des possibilités d'appel pour un demandeur d'asile débouté en première instance ; etc.

Comparer les situations des étrangers d'un pays à l'autre représente un exercice difficile, en raison du nombre de facteurs à prendre en considération. C'est l'objet du Migrant Integration Policy Index (Mipex), élaboré en 2007, qui prend en compte six critères : les possibilités d'accès au marché du travail des immigrés, leur participation à la vie politique (9), les obstacles au regroupement

familial, les conditions d'accès à résidence de longue durée, les règles de naturalisation et de la discrimination. Dans un tableau comparatif de vingt-cinq membres de l'Union (et de trois non membres : le Canada, la Norvège et la Suisse), l'Autriche obtient... le 5<sup>e</sup> plus mauvais score, juste avant Chypre et la Lettonie (10).

## L'absence d'une gauche combative a favorisé la xénophobie

EN AUTRICHE, le racisme s'exprime plus par des discours et par ce lois que par de la violence physique. « Qui ne le rend pas moins douloureux : les insultes, les refus d'être servi dans un café, les graffitis sur les murs abjects et affectant particulièrement la communauté noire. » On ne peut pas imaginer ce que c'est qu'être un Noir en Autriche ! se lamente le journaliste Simonou, directeur du journal en ligne Arikonet.info. Quand je vais dans le métro, je sais que les trois sièges autour de moi vont rester vides. Dans la rue, le regard des gens est toujours négatif, soit inquiet, soit carrément hostile. » Adèle, professeure de français née au Gabon, a longtemps vécu en France avant de s'installer à Vienne : « Le racisme existait partout, évidemment. Mais, en France, il existe des gens profondément antiracistes. Alors qu'ici, je ne peux même pas me constituer un petit cercle d'amis noirs, lesquels je peux être totalement en confiance sur cette question-là. »

A la suite d'une énorme campagne menée depuis dix ans par le quotidien

Kronen Zeitung (11), de concert avec Haider, les Noirs sont devenus, dans l'imaginaire collectif, synonymes de trafiquants de drogue et de pédophiles. Plus récemment, deux autres catégories sur lesquelles fixer ses fantasmes sont apparues : les demandeurs d'asile et les musulmans. Deux de principaux slogans de campagne de l'étoile montante de l'extrême droite, M. Heinz-Christian Strache, 39 ans, le nouveau leader du FPÖ, ont été : *Asylbetrug heißt Helmarflug* (« Fraude au droit d'asile signifie retour vers le pays ») et *Daham statt Islam* (« Plutôt chez nous qu'en terre d'Islam »). Des clichés racistes sur ces deux groupes apparaissent aussi tous les jours dans les pages du Kronen Zeitung, dans des articles ou dans le copieux courrier des lecteurs.

Le politologue Patrick Moreau (12), du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), tente d'expliquer ce succès persistant de l'extrême droite : « Les Autrichiens ont toujours vécu dans un monde petit, fermé sur lui-même, jouissant d'un véritable bien-être, avec peu de chômage, un niveau de vie élevé et une pollution limitée... Et, au fond, la peur viscérale de la disparition de ce paradis.

(6) En avril 2005, un conflit éclata au sein du FPÖ, qui força Haider à le quitter pour former le BZÖ.

(7) Une longue tradition autrichienne attribue une couleur à chaque parti : rouge pour le SPÖ, noir pour l'ÖVP, bleue pour le FPÖ, orange pour le BZÖ et vert pour les Verts.

(8) Interview de M. Efgani Özmeniz tirée de « Les encours à la loi doivent avoir des conséquences », paru dans Der Standard, Vienne, 14 décembre 2008.

(9) Aux dernières élections législatives, M<sup>me</sup> Alev Karat, militante des Verts née en Turquie, devint la première personne issue de l'immigration extra-européenne à être élue au Parlement national autrichien.

(10) La totalité du Mipex est téléchargeable sur [www.immigrationindex.eu](http://www.immigrationindex.eu)

Or, l'Autriche n'ayant jamais eu de colonies, ses premiers immigrés ne sont arrivés que récemment. Ils ont tout de suite focalisé sur eux cette peur, devenue aujourd'hui un élément constitutif de la culture autrichienne, et sur laquelle Jörg Haider a bâti son succès. » Ce à quoi il convient d'ajouter une leçon non tirée de l'épisode nazi, qui rend cette idéologie si peu repoussante aux yeux des Autrichiens : et l'absence totale de partis politiques relevant de la gauche radicale, porteurs de discours vraiment antiracistes, et vers lesquels pourrait se diriger une partie des votes protestataires (13).

Dans ces conditions, « un parti radicaux s'offre à l'extrême droite, prévoit Moreau. Le BZÖ fonctionnait comme une organisation de groupes, entièrement portée par Jörg Haider. Avec sa mort, le BZÖ peut encore espérer quelques bons scores en Carinthie, avant de rapidement disparaître. Le FPÖ, mené par le très doué Heinz-Christian Strache, va donc pouvoir à nouveau rassembler tous les perdants de la mondialisation, et tous ceux qui, sur la question du refus des immigrés, préfèrent l'original aux copies présentées par les autres partis. »

PIERRE DALM

(11) Ce journal est lu par 40 % des Autrichiens de plus de 15 ans, ce qui constitue un record mondial pour un quotidien d'information.

(12) *Autour de Haider, le FPÖ et l'Autriche*, à paraître aux Éditions du Rocher.

(13) Le Parti communiste (KPÖ) n'a pas dépassé la barre des 1 % depuis des décennies. Il existait trois organisations trotskistes, fortes d'à peine quelques dizaines de militants chacune et complètement absentes du paysage politique. La critique la plus radicale de l'extrême droite, celle à l'origine des manifestations de rue de l'année 2000, est à chercher dans certains milieux culturels et dans de nombreuses initiatives locales, par exemple autour de la revue *Milieu* ([www.milieu.org](http://www.milieu.org)) ou du site [www.racism.net](http://www.racism.net)

## Une curieuse lecture de l'histoire

« DÈS LES ANNÉES 1960, les Allemands ont commencé à regarder le nazisme avec la même intransigence que l'ensemble des Européens », explique Gerhard Botz, professeur d'histoire contemporaine à Vienne, et directeur de l'institut de recherche en histoire sociale Ludwig-Boltzmann (1). « Les Autrichiens s'y mettent à peine, et encore, pas tous ! » Comment une telle différence s'est-elle construite ? La réponse se décline en deux temps. Il faut considérer ce qui s'est passé avant 1945, et après.

Botz et ses collègues ont montré que, avant et pendant le III<sup>e</sup> Reich, « l'antisémitisme a été plus violent en Autriche qu'en Allemagne (2) ». Scènes terribles, en mars et avril 1938, au moment de l'intégration de l'Autriche au Reich (l'Anschluss), telle cette population hilare forçant de nombreux Juifs à se mettre à genoux pour nettoyer les rues de Vienne avec des broasses à dents... Quelques mois plus tard, des fonctionnaires autrichiens mirent en place un mécanisme bureaucratiquement très solide permettant l'expropriation des Juifs de leurs appartements et de leurs commerces. Amiralat, Hermann Göring importa le système en Allemagne, où il l'appliqua.

Lors du pogrom de novembre 1938 - la Nuit de cristal -, des rapports de la Gestapo décrivent une sauvagerie autrichienne bien plus effrayante que celle des Allemands. Enfin, toujours selon Botz, « les Autrichiens furent surreprésentés dans les postes-clés de la machine d'extermination » : Adolf Eichmann (arrivé en Autriche à l'âge de 8 ans), Alois Brunner, Ernst Kaltenbrunner (successeur de Heinrich Himmler à la tête de l'Office central de la sécurité du Reich, qui chapeautait la Gestapo), Odilo Globocnik (responsable, avec toute une équipe d'Autrichiens, de l'Aktion Reinhardt, au cours de laquelle plus de deux millions de Juifs et de Tsiganes furent exterminés), Franz Stangl (commandant des camps d'extermination de Sobibor et de Treblinka), etc.

Après la guerre, les nouvelles autorités autrichiennes imposèrent une lecture de l'histoire dont les effets se

font sentir encore aujourd'hui. L'Autriche n'avait pas collaboré à l'entreprise nazie, mais en avait été, en raison de l'Anschluss, sa première victime ! Aussi partielle soit-elle, cette falsification fut acceptée par les alliés occidentaux autant que par l'URSS, en échange de la promesse de l'Autriche de ne basculer ni dans un camp, ni dans l'autre (3).

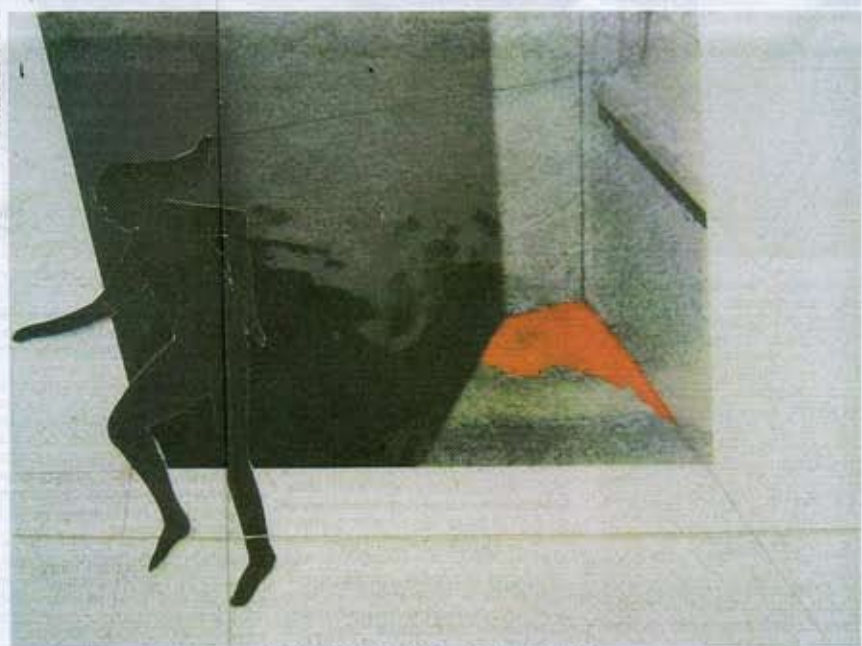
Autre différence avec l'Allemagne : la dénazification. Dans ce pays, celle-ci fut entreprise par les Alliés, alors que les Autrichiens eurent le droit de se « dénazifier » eux-mêmes. Très sévère la première année (quarante-trois condamnations à mort et trente exécutions ; perte d'emploi et des droits civiques), la répression se relâcha vite, pour disparaître dès 1948. Cette année-là, les six cent mille anciens membres du Parti nazi autrichien recouvrèrent leurs droits civiques. De nouvelles élections nationales approchaient, et les dirigeants du Parti social-démocrate autrichien (SPÖ) comme les chrétiens-démocrates du Parti populaire autrichien (ÖVP) se lancèrent dans une course nautabonde aux voix des anciens nazis. Un nouveau parti fut créé, l'Union des indépendants (VdU), destiné à capter ces votes (4). De ces six cent mille voix, chacun de ces trois partis recueillit un tiers.

LA THÈSE d'une Autriche première victime de Hitler L'imposa dans toute la société. Pendant des décennies, les manuels scolaires n'évoquaient, pour la période 1938-1945, que la guerre en Europe, tandis que la seule mention de l'Autriche se focalisait sur les quelques tentatives de résistance, la plupart individuelles. L'affaire Kurt Waldheim aurait pu faire exploser le couvercle. Il n'en fut rien : les Autrichiens firent bloc derrière cet ancien officier de la Wehrmacht, élu président de la République en 1986, accusé d'avoir participé à la déportation de Juifs dans les Balkans, qui déclara : « Je n'ai fait que mon devoir ! » Wal-

dheim est mort dans l'indifférence internationale, le 14 juin 2007, et eu droit, dans son pays, à des funérailles nationales.

Grâce notamment aux travaux pionniers d'Erika Weinzierl et de Botz, suivis aujourd'hui par ceux de Bertrand Perz et d'Olivier Rathkolb, les manuels ont commencé, il y a peine dix ans, à décrire la participation profonde des Autrichiens au nazisme. Mais des sondages, effectués récemment, montrent qu'un long chemin reste à parcourir. Lorsque l'on demanda : « L'Autriche aurait-elle dû s'engager dans une résistance armée à l'Anschluss ? », à peine une grosse moitié des personnes interrogées en 2008 répondirent positivement (53 %, contre 41 % de « non »). En 2005, la question : « Le national-socialisme en Autriche constitue-t-il un épisode comportant des bons et des mauvais côtés ? » recueillait 44 % de « oui » contre 20 % seulement qui considéraient que cet épisode ne fut que négatif (1).

Les lieux de mémoire autrichiens offrent de nombreux exemples de cette tolérance avec le passé nazi. A Vienne, une partie du Ring, ce boulevard prestigieux qui entoure le centre historique, continue de porter le nom de Karl Luter, maire de la ville de 1897 à 1910, mais surtout fondateur du Parti chrétien-social, le premier parti de masse antisémite d'Europe, une réfé-



MICHAELA KIRCHKNOPF. - « La Fatumale » (2007)

rence idéologique fondamentale pour le jeune Ad Hitler. Des statues se dressent à son effigie, une église porte son nom, sans que personne s'en émeuve.

A Klagenfurt, sur la Domplatz, le seul monument à mémoire des victimes de la seconde guerre mondiale dénonce les exactions des... partisans antinazis si vives. Dans le chef de Jörg Haider, le mot même « résistant » constitue une injure.

P. D.

(1) Gerhard Botz est notamment l'auteur de *Le référent Nationalsozialismus in Wien* (1978), réédité dans une version française (Mandelbaum Verlag, Vienne, 2008).

(2) En 1938, l'Autriche comptait deux cent mille Juifs (sur six millions d'habitants, soit 3 % de la population), la plupart vivant à Vienne. En 1933, l'Allemagne comptait cinq cent vingt-trois mille Juifs (1 %).

(3) Cette thèse de la victime (*Opferthese*) apparut dès novembre 1945, dans la déclaration de Moscou. Objectif stratégique visé à faire naître une résistance à l'intérieur du pays, un peu sur modèle de la France. Cette stratégie se revêtit peu efficace.

(4) Cette Union des indépendants (Verband der Unabhängigen) fut transformée en 1956 en Parti autrichien de la liberté (FPÖ) dirigé plus tard par Jörg Haider.

(5) Silvia Tritsch et Peter Ulram, « Das österreichische Geschichtsbewusstsein und sein Geschichtsbild », dans *Festschrift für Kurt Waldheim* (sous la dir. de), *Geschichte und Identität*, Böhl, Vienne, 2008.